

Définitions succinctes et simplifiées

Croissance (économique) : augmentation à long terme de la production de B&S qui entraîne souvent (mais pas automatiquement : croissance appauvrissante) une augmentation du rev/hab voire du bien être (= développement).

Développement (économique) : conséquences qualitatives de la croissance durable qui se traduisent notamment par un accroissement du niveau et de la qualité de vie mais aussi salarisation, urbanisation ; tertiarisation...

Changement social : ensemble des changements profonds, massifs et durables des structures économiques, sociales, démographiques et culturelles. Il est le plus souvent la conséquence de la croissance et du développement économiques (ex : diversification des formes de famille, émancipation des femmes, démocratisation des rapports sociaux, montée de l'individualisme, de la demande de sécurité, des NMS, ...)

Valeur ajoutée : richesse réellement créée par les organisations productives (entreprises privée/publiques, coopératives, associatives, APU) $PIB = \Sigma VA$

Produit intérieur brut (PIB) : somme des richesses marchandes et non marchands produites pendant un an sur le territoire

Revenu par tête : PIB moyen par habitant

Population active : ensemble des personnes qui travaillent ou peuvent et veulent travailler (rémunérées et déclarées)

Capital : biens de production qui correspondent aux éléments (machines, bâtiments, terrains...) qu'il ne faut pas racheter à chaque cycle de production

Productivité du travail : mesure de l'efficacité du travail (Qtés produites / Qtés de travail mis en œuvre)

Investissement : achat de capital cédé de biens de production (formation brute de capital fixe (FBCF) investissement au niveau comptable et macroéconomique)

Indice de développement humain (IDH) : indice compris entre 0 et 1 qui chiffre le degré de développement des pays (1/3 rev/tête, 1/3 espérance de vie, 1/3 taux d'alphabétisation). Le classement selon l'IDH peut ne pas correspondre au classement selon le revenu par habitant

Développement durable : développement économique qui permet une pérennisation ou sauvegarde de l'environnement pour les générations futures

Investissement immatériel : achat de logiciels, dépenses de formation, de publicité, de brevets, de R&D (sous-évalués, en progression, 1/3 des investissements en 1995)

investissement public : investissement financé par les pouvoirs publics (1/6 de l'investissement total en 2002)

Innovation : application d'une découverte aux processus de production ou de commercialisation.

Taux de rentabilité : syn. Profitabilité : comparaison du rendement d'un placement (taux d'intérêt réel) et du rendement du capital dans l'entreprise (taux de profit attendu).

Taux d'intérêt : % de rémunération du prêteur et du coût du crédit pour l'emprunteur. Il est **nominal** (apparent) lorsqu'il n'est pas déflaté et **réel** lorsqu'il est déflaté (à *posteriori*) lorsqu'on en a déduit le taux d'inflation (taux d'intérêt réel = taux d'intérêt nominal - taux d'inflation)

Demande anticipée : achats de biens et services prévus ou pressentis par les entrepreneurs selon le *climat des affaires*

Épargne : part du revenu qui n'est pas consommée et qui est mise en réserve dans une banque et procure des intérêts

Innovation de procédé : application d'une découverte aux processus de production ou de commercialisation dans la façon de produire (nouvelle machine...)

Innovation de produit : application d'une découverte aux processus de production ou de commercialisation dans un bien ou service qui le rend nouveau/différent

Innovation organisationnelle : application d'une découverte aux processus de production ou de commercialisation dans l'organisation de la production / du travail

Recherche-développement (R&D) : travail des ingénieurs qui consiste à passer de l'invention au prototype puis à la production industrielle ; la R&D fait advenir l'innovation

Autofinancement : (syn. financement interne) lorsque l'agent économique (ie l'entreprise) finance son investissement avec ses propres ressources mises en réserve

Financement externe : lorsque qu'un agent (ie une entreprise) a recours à un autre agent pour financer son investissement : un emprunt accordé par une banque ou une émission d'actions via le marché boursier

Destruction créatrice : (Schumpeter) lorsqu'une innovation rend les B&S et les machines en cours obsolètes et les remplace, détruit et crée des emplois etc

Division du travail : tendance à diviser et répartir le travail sur plusieurs travailleurs chacun spécialisé dans un certain nombre de tâches complémentaires

Qualification : d'un emploi = exigences requises pour occuper l'emploi / d'un travailleur = niveau de diplôme + expérience professionnelle + compétences

Taylorisme : organisation scientifique du travail théorisée et appliquée par Taylor (double division des tâches parcellisées, *one best way*, bureau des méthodes, chronométrage, lutte contre la flânerie)

Fordisme : organisation du travail reprenant les principes taylorien et y ajoutant le convoyeur (chaîne de montage), la standardisation des pièces, des salaires en hausse pour lutter contre le *turn over* (*five dollar a day*)

Toyotisme : organisation du travail d'origine japonaise qui vise à améliorer la qualité des produits et à fabriquer de plus petites séries afin de mieux satisfaire les clients grâce aux 5 zéros (zéro papier, zéro panne, zéro défaut, zéro stock, zéro délais, **-flux tendus-**). Passe par une automatisation des ouvriers et une production de l'aval vers l'amont (on ne produit que ce qui est déjà vendu, l'information part du client et remonte (« à l'envers ») vers la production.

Contrat de travail : contrat entre le salarié et l'employeur qui définit les modalités de la relation de travail : droit et devoirs des 2 parties (durée de l'emploi, rémunération, heures supplémentaires, temps de travail, description de l'emploi, modalités de licenciement/démission...)

Marché (de biens et services) : lieu fictif où se rencontrent l'offre et la demande d'un B&S homogène (théorie néo-classique)

Salarial : le fait que le travailleur vende sa force de travail à un employeur (émerge avec l'industrialisation au 18è) / ensemble des salariés.

Salaires : rémunération du travail salarié

Coût du travail : du point de vue de l'employeur = salaire + cotisations sociales

Marché du travail : lieu fictif de rencontre des offreurs de travail (demandeurs d'emplois = salariés) et des demandeurs de travail (offreurs d'emplois = employeurs)

Chômage : situation d'un actif qui n'occupe pas d'emploi mais qui souhaite en occuper un (actif inoccupé) 9% en 2006 en France (tendance à la baisse)

Précarité : situation d'incertitude liée à un contrat de travail atypique (de courte durée ou à temps partiel subi), elle est la conséquence du chômage de masse et du développement des nouvelles formes d'emplois atypiques (estimée à 15% des actifs occupés)

Flexibilité : rendre plus souple/adaptable l'organisation de l'entreprise, ou l'emploi/le licenciement d'un salarié, ou l'organisation du travail.

Progrès technique : ensemble des innovations dans les B&S mais aussi dans les moyens de production

Rendements croissants : lorsque la production augmente dans une proportion plus grande que l'accroissement des facteurs de production (K et L) grâce au progrès technique, à une meilleure organisation du travail, à une intensification du travail etc. bref à une meilleure productivité des facteurs. On observe alors une baisse du coût unitaire de production (= économies d'échelle surtout quand coût fixes importants)

Marchés interne/externe du travail : recrutement par la promotion interne à l'entreprise parmi ceux qui y sont déjà salariés / par rapport au recrutement d'une personne qui n'appartient pas à l'entreprise. Ne pas confondre même si c'est lié avec **marché primaire** (les *insiders* titulaires d'un emploi typique à temps plein et CDI) et le **marché secondaire** (les *outsiders* qui sont les salariés précaires et les chômeurs).

Stratification sociale : division d'une société en groupes sociaux hiérarchisés (sens large)

Inégalités : différences entre individus qui conduisent à une position sociale valorisée ou dévalorisée. Elles sont multiples et souvent cumulatives.

Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) : nomenclature INSEE de classement de la population selon 7 critères (profession, diplôme/qualification, secteur d'activité, statut, niveau hiérarchique, taille de l'entreprise, public/privé) en 6 groupes d'actifs et 2 d'inactifs.

Patrimoine : stock de richesses accumulées : maison, terrains, œuvres d'arts, actions, château, bijoux...

Revenu : flux d'argent qui rémunère l'activité (salaire) ou la propriété (profit, dividendes, intérêts)

Moyennisation/polarisation : processus de convergence/divergence des groupes sociaux de moins en moins/plus en plus inégaux.

Égalité/inégalité des chances : principe de justice qui veut que tout individu ait la même probabilité d'occuper telle place dans la société quelque soit sa place ses caractéristiques sociales (à la naissance, sexe, origine ethnique...) (/non respect de ce principe qui conduit à la reproduction sociale)

Mobilité/immobilité : fait pour un individu de changer de position sociale durant sa vie (intragénérationnelle) ou par rapport à ses ascendants (intergénérationnelle).

Reproduction sociale : conséquence de l'immobilité sociale et de l'inégalité des chances qui résultent des stratégies des dominants pour conserver/accroître leur rang (socialisation différenciée, distinction, homogamie...)

Destinée/recrutement : à propos des tables de mobilité, raisonnement en termes de destinée : on regarde ce que les enfants deviennent par rapport à la situation des parents / raisonnement en termes de recrutement : on regarde, partant de la situation des fils, ce que faisaient leurs parents.

Mobilité structurelle (40%) / **nette** (60%) : mobilité liée aux évolutions des structures de la population active (salarisation, tertiarisation, féminisation, hausse du niveau général des qualifications) / mobilité calculée, une fois déduits les effets de la mobilité structurelle (= fluidité +0,5% / an en France)

Capital économique/culturel/social : terminologie de Pierre Bourdieu : chaque individu est doté de par son origine sociale puis par sa trajectoire d'un stock de richesses, de connaissances et de relations sociales plus ou moins valorisées par la société.

Société démocratique : (Tocqueville) Démocratie politique + société où règne l'égalisation des conditions (mobilité sociale possible) et la liberté individuelle (la passion pour l'égalité et le risque de tyrannie de l'opinion)

Justice sociale : ensemble des principes définissant le juste et l'injuste acceptés par tous dans une société donnée (droits et devoirs induits).

Équité : principe de justice visant à réduire les inégalités jugées injustes en favorisant davantage les plus démunis.

Idéal démocratique : (Tocqueville) Le principe d'égalité et de liberté sont au centre des principes de justice sociale.

Incitations : mesures financières (le plus souvent) visant à encourager les acteurs à agir dans le sens souhaité par les pouvoirs publics (sanction ou récompense).

Méritocratie : société qui repose sur le principe (mythe) du mérite (à chacun selon ses efforts et talents), négation des inégalités de départ

Exploitation : notion marxiste qui signifie que la bourgeoisie qui possède les moyens de production a le pouvoir d'extorquer une partie de la richesse créée par le prolétariat (salaire minimum compte tenu des rapports de force) qui ne possède que sa force de travail.

Conflits sociaux : affrontements (plus ou moins visibles et ouverts) de groupes sociaux aux intérêts divergents voire contraires.

Classes sociales : un ensemble d'individus de grande dimension ayant des intérêts communs et en ayant conscience (Marx : intérêts liés à la place dans la production; Weber : places sociale, éco, politique)

Syndicat : association qui défend des intérêts professionnels des travailleurs salariés, indépendants ou des employeurs. Taux de syndicalisation 8% en 2003 (15% public, 5% privé) France

Rapports sociaux : modes de relations plus ou moins institutionnalisés et conflictuels entre les groupes et les individus dans une société donnée.

Lutte des classes : notion marxiste voyant les rapports sociaux entre classes sociales antagonistes comme conflictuels.

Action collective : action intentionnelle d'un groupe social organisé afin de promouvoir/défendre ses intérêts. (plus large que mouvement social)

Mouvements sociaux : actions diverses d'un groupe organisé qui conteste tout ou partie de l'ordre social.

Institutionnalisation des conflits : processus par lequel sont organisées, encadrées ou validées par la loi les agissements et conquêtes issues des mouvements sociaux.

Mobilisation collective : lorsque des individus/groupes passent à l'action collective.

Identités : façon dont un individu ou un groupe se définit. Résultent de l'interaction entre cette auto-définition et les perceptions renvoyés par « les autres ».

Valeurs : idéaux d'une société/groupe donné(e) qui guide le comportement individuel (ex. effort, honneur, mérite, égalité, solidarité...)

Groupes de pression : association d'employeurs ou d'industriels qui cherchent à défendre leurs intérêts économiques (ou idéologiques) en influençant le pouvoir et/ou les citoyens.

Lien social : ce qui cimente les individus d'un groupe ou d'une société et permet le « vivre ensemble ».

Socialisation : processus par lequel un individu incorpore les normes, valeurs et culture de son groupe/société lui permettant de « vivre ensemble ». plusieurs instances : famille, école, travail, association, pairs, média...

Intégration : processus par lequel l'individu devient partie prenante d'un groupe/d'une société (résultat : lien social) plusieurs instances : famille, école, travail, nation, pairs...

Exclusion : processus par lequel un individu « sort » du groupe / de la société d'appartenance par les ruptures multiples de ses liens avec la société (syn. marginalisation, défaut d'insertion) en 2004, 1/3 des SDF ont un emploi. (Proche de **Désaffiliation** Robert Castel ou **Disqualification** : Serge Paugam)

Pauvreté : situation relative d'individus privés des ressources jugées essentielles dans une société donnée. L'INSEE l'évalue aux revenus inférieur à 60% du revenu médian (= 750€) (= 12% de la population, 3,4 millions d'allocationnaires des minima sociaux. En 1996, 8% des travailleurs sont des **travailleurs pauvres**.

Anomie : (Durkheim) carence ou déficience de règles sociales déroutant les individus dans leurs comportements.

Déviance : transgression d'une norme sociale entraînant une sanction (juridique ou sociale)

Individualisme : doctrine qui met l'individu au centre de (l'analyse de) la société / du groupe. Le fait que l'individu se définit par rapport à lui-même et non plus par rapport à sa famille, son village ou sa tribu.

Solidarité mécanique/organique : (Durkheim) idéaux-types pour caractériser l'évolution du lien social avec la montée de la division du travail et l'urbanisation. Mécanique = correspond aux communautés traditionnelles où la solidarité passe par la ressemblance ; organique = correspond aux sociétés industrielles où la solidarité passe par la complémentarité des différences (interdépendance).

Protection sociale : système collectif de protection des individus face aux risques sociaux*. Elle vise aussi en France à réduire les inégalités et elle participa à la cohésion sociale et à l'attractivité du territoire même si elle renchérit aussi le coût du travail.

Solidarités collectives : systèmes assurantiels ou assistanciers, public ou privé, obligatoire ou facultatif visant à prendre en charge collectivement la survenue des risques sociaux*.

Etat-providence : Etat interventionniste qui s'est développé depuis la 2GM dans PID (idéologie keynésienne). Passe par les politiques économiques interventionnistes et le développement de la protection sociale.

Assurance/assistance : 2 logiques de la protection sociale : mutualisation des risques rares mais coûteux (pour les riches comme pour les pauvres), repose sur la loi des grands nombres (financée par les cotisations sociales) / protection des plus faibles via l'impôt des plus riches vers les plus pauvres.

Redistribution : transfert de revenus entre groupes sociaux différents (horizontale : célibataires-familles avec enfants) voire inégaux (verticale : D9-ISF vers D1-RMI)

Risques sociaux : événements imprévisibles mais probables susceptibles de supprimer plus ou moins longtemps le revenu d'activité (vieillesse, maladie, chômage, maternité, invalidité)

Universalisme/communautarisme : principe tel que la personne humaine prime sur les valeurs de la communauté quelles que soient ses caractéristiques propres (sexe, ethnie, religion, culture, richesse, âge...) / l'individu s'efface devant les valeurs de la communauté.

Internationalisation : processus d'intensification des flux de marchandises, services, capitaux, hommes entre les économies nationales.

Mondialisation : seuil au-delà de l'internationalisation où les flux internationaux sont tels qu'ils effacent peu à peu les frontières.

Commerce international : échanges de B&S entre économies nationales (exportation et importations)

Avantages comparatifs : (Ricardo) chaque pays peut et doit se **spécialiser** dans la production du produit dans lequel il a le désavantage le moins grand voire l'avantage le plus grand par rapport aux autres pays (matières premières, climat, machine, main-d'œuvre ou savoir-faire avantageux)

Division internationale du travail : répartition internationale de la production de B&S selon les avantages comparatifs respectifs des économies nationales et le degré de la spécialisation internationale. Il en découle avec une **DIPP** (division internationale des processus productifs) pour chaque branche (automobile, textile, jouets...) selon les stratégies internationales de localisation des FTN*).

Protectionnisme : doctrine et pratiques visant à protéger (souvent de façon transitoire et/ou ciblée) une économie nationale de la concurrence internationale.

Libre-échange : doctrine et pratiques prônant la suppression des entraves au commerce international

Balance des paiements : retrace les flux et les soldes issus du commerce international de B&S et de capitaux d'un pays avec le reste du monde

Termes de l'échange : indice du prix des X° / indice du prix des M°, par ex. combien de kg de café pour acheter 1 tracteur (dégradation des TE quand ce rapport diminue).

Barrières tarifaires/non tarifaires : droits de douane / quotas, normes sociales ou environnementales, subventions, taux de change sous-évalué (...) visant à protéger l'industrie nationale de la concurrence internationale

Taux de change : prix d'une monnaie par rapport à une autre (1 € = 1,30 \$). Il peut être sous-évalué ou sur-évalué.

Régimes de change : fixes lorsque les taux de change sont décidés officiellement et légèrement ajustés par les gouvernements ou flottants lorsque c'est la libre confrontation d'offres et de demandes de devises sur les marchés des changes qui les déterminent. Depuis les années 1970, ce sont les régimes flottants qui dominent ; les pays européens qui ont voulu se protéger des fluctuations importantes de leurs monnaies respectives entre elles et par rapport au \$ ont conduit un processus d'intégration monétaire (**système monétaire européen**) qui devait permettre de retrouver de la fixité entre monnaies européennes mais les difficultés rencontrées face aux mouvements importants de capitaux dans les années 1980-90 (interdépendance taux d'intérêt/taux de change via la spéculation mondiale) ont conduit les pays européens à faire la monnaie unique qui flotte par rapport aux autres devises mais supprime de fait la question de l'instabilité des taux de change entre pays européens.

OMC : Organisation mondiale du commerce qui vise à promouvoir le libre-échange tout en édictant des règles communes au commerce international ; elle succède au GATT en 1995 et fonctionne comme lui par rounds mais dispose en plus d'institutions et notamment de l'organe de règlement des différends.

FMI : Fond monétaire international : institution internationale qui finance les pays (surtout PED déjà endettés) connaissant des déficits extérieurs durables (X<M) et qui impose en contrepartie des politiques économiques conjoncturelles de rigueur et structurelles de déréglementation (privatisation notamment).

Banque mondiale : institution internationale qui doit aider les PED à se développer.

Firmes transnationales : entreprises organisant leurs productions et leurs ventes sur plusieurs pays/zones régionales (elles génèrent des IDE* et la DIPP)

Compétitivité : capacité d'une entreprise (d'un territoire) à conserver et accroître sa part de marché.

Différenciation des produits : stratégie d'innovation de produit visant à le distinguer des autres afin d'échapper à la concurrence par les prix (qualité et/ou nouveauté technologique ou design) // compétitivité-hors prix.

Compétitivité prix/produit : compétitivité basée sur le prix le plus bas / le produit le plus innovant, performant, différent.

Commerce intra-branche : échanges réciproques de produits similaires dans la même branche : commerce intense de voitures entre l'Allemagne et la France. Ne pas confondre avec le **commerce intra-firme** : flux de B&S et produits semi-finis d'une firme transnationale entre la maison mère et la(les) filiale(s). Conséquence des stratégies internationales des firmes (estimé à 1/3 de l'ensemble du commerce mondial).

Investissement direct à l'étranger : transfert financier à l'étranger dans le but d'acquérir, de créer, de financer ou de contrôler une entreprise.

Investissement de portefeuille : transfert financier à l'étranger visant à réaliser une plus value financière.

Délocalisation : lorsqu'une entreprise déplace ailleurs tout ou partie de sa production pour profiter de la présence d'une main d'œuvre qualifiée et/ou bon marché et/ou d'une clientèle solvable et/ou d'infrastructures et de matières premières... Donne lieu à des IDE.

Acculturation : processus de mélange de caractéristiques de cultures différentes (souvent asymétrique mais toujours réciproque) (syn. métissage)

Différenciation culturelle : lorsque lors de l'acculturation, un groupe cherche à se distinguer des autres.

Régulation : ensemble des règles visant à encadrer le fonctionnement du marché.

Normes sociales : règles de protection des travailleurs s'imposant aux producteurs et lors du commerce international (peuvent être des BNT).

Normes environnementales : règles de protection de l'environnement s'imposant aux producteurs (consommateurs dans une moindre mesure) et lors du commerce international (peuvent être des BNT).

Union européenne : ensemble géographique, économique et politique rassemblant les pays membres de l'UEM (6 pays en 1957, 25 en 2004, 27 en 2007).

Intégration régionale : des pays volontaires se rapprochent de plus en plus et deviennent interdépendants pour former un espace économique (voire politique) unique.

Union économique et monétaire (UEM) : marché intérieur commun + politiques communes ou coordonnées + monnaie unique entre les pays membres de l'union européenne.

Union politique : résultat de l'intégration européenne passant par la souveraineté unique au niveau de l'UE et non plus des Etats membres (signifierait que les gouvernements des Etats membres abandonnent et délèguent leur pouvoir à des représentants élus ou nommés au niveau européen). On en est loin en 2007 (budget européen = 1% du PIB européen)

Europe sociale : volet de l'intégration européenne concernant les aspects sociaux : protection sociale & droit du travail. Inachevée et « en panne » en 2007.

Zone de libre-échange : abaissement (vers la suppression) des entraves aux échanges entre pays.

Union douanière : suppression des droits de douanes et tarif extérieur commun.

Politique économique : ensemble des interventions des pouvoirs publics dans l'économie selon des objectifs et des moyens choisis par ces mêmes pouvoirs publics (au niveau national mais aussi de plus en plus européen).

Politique monétaire : politique économique conjoncturelle qui utilise la monnaie (rythme de progression de la masse monétaire et taux d'intérêt) pour relancer la croissance ou la ralentir.

Politique budgétaire : politique économique conjoncturelle qui utilise le budget (solde budgétaire et fiscalité) pour relancer la croissance ou la ralentir.

Consommations collectives : consommation de B&S collectifs financés partiellement ou totalement par l'impôt et fournis gratuitement ou à un prix inférieur au coût de production (ex. éclairage des rues, éducation, ordre public, santé publique...)

Service public : service collectif fourni (ou très encadrés) par la puissance publique (APU ou entreprises publiques ou entreprises privées avec mission de SP). Il échappe aux règles commerciales et doit permettre l'égalité d'accès des citoyens et la continuité dans l'espace et dans le temps (d'où le débat sur le service minimum/grèves).

Service universel : redéfinition européenne de la notion de service public qui devient alors minimal et rendu dans un cadre concurrentiel mais avec la contrainte que ce service de base soit accessible à tous à un prix raisonnable.

Coordination des politiques économiques et sociales : Les politiques économiques restent aux mains des Etats mais dans le cadre de leur intégration, ils essayent de les mener conjointement afin de rendre ces politiques compatibles et plus efficaces ; le degré supplémentaire consiste à **harmoniser** les politiques économiques c'est-à-dire à les faire se rapprocher progressivement, par le haut ou par le bas. Cette harmonisation peut aboutir à une politique commune unique.

Déréglementation/nouvelles régulations : politique économique structurelle qui consiste à supprimer progressivement les règles régulant le libre fonctionnement du marché.

Subsidiarité : principe de répartition des prérogatives qui dit qu'une intervention publique est confiée à l'échelon supérieur que lorsque cette dernière serait alors plus efficace.